

COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA NATURE, DES PAYSAGES ET DES SITES
FORMATION DITE DES « CARRIÈRES »

COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU MERCREDI 19 OCTOBRE 2022

PRÉSIDENCE :

Thomas ODINOT	Secrétaire Général de la Préfecture
---------------	-------------------------------------

PERSONNES PRÉSENTES :

Lionel BOUNIOL	Maire de Bourgs sur Colagne
Philippe GARDE	DREAL UID 30/48
Christophe MANCILLON	UNICEM / CMCA Colas
François MOULIN	Entreprise SOMATRA
Sabine MUSLEWSKI	Direction Départementale des Territoires
Nathan ROSALIE	DREAL UID 30/48
Thierry ROUSSET	DREAL
Marc SEVIGNE	UNICEM / Sévigné Industries
Jean-François VIALA	UNICEM / Société Régionale de Canalisation
Christian VIEILLEDENT	UDAP

Après avoir remercié les participants, M. le Président ouvre la séance, vérifie que le quorum est atteint et présente l'ordre du jour.

COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA NATURE, DES PAYSAGES ET DES SITES
FORMATION DITE DES « CARRIÈRES »

DU MERCREDI 19 OCTOBRE 2022

Dossiers soumis à l'avis de la commission

1 – Schéma régional des carrières

Thierry Rousset, de la DREAL, présente le dossier. (cf présentation)

Un débat s'engage ensuite avec les membres de la commission.

Marc Sévigné évoque les projets photovoltaïques sur des sites dégradés. Dans de tels cas, y a-t-il une obligation de remise en état du site après exploitation d'une carrière ?

Philippe Garde répond que, par défaut, le site doit être remis en état. Pour Thierry Rousset, à l'échelle de 30 ans d'exploitation d'une carrière, il peut y avoir des évolutions. Cependant, le retour des terres à leurs vocations agricoles ou forestières est à privilégier.

M. le secrétaire général fait remarquer que les projets photovoltaïques sont réversibles.

Marc Sévigné indique qu'un projet photovoltaïque peut être économiquement plus intéressant que le forage.

Lionel Bouniol se demande s'il y a des freins aux renouvellements des carrières. Thierry Rousset indique que la population locale et les raisons environnementales sont les principaux freins.

Marc Sévigné évoque la question des micro-carrières, en particulier en zone cœur du Parc National des Cévennes, qui permettent d'exploiter la lauze en évitant toutes démarches. Les professionnels craignent en effet des dérives.

Thierry Rousset précise que le terme « micro-carrière » n'est pas un terme réglementaire, mais que toute carrière rentre dans un cadre réglementaire.

Christian Vieilledent indique que le nombre de carrières de schistes augmente, mais que la production reste faible et ne permet pas de satisfaire la demande locale. Il cite l'exemple des travaux de la cathédrale de Mende. Les couvreurs utilisent donc de la lauze de récupération, avec des risques de pillage. Il rappelle que les critères de définition d'une micro-carrière sont très précis.

Lionel Bouniol revient sur le recyclage, qui peut s'avérer parfois plus polluant que l'exploitation elle-même. Il précise de plus que ce recyclage passe par l'aménagement de plate-formes de recyclage tous les 10 km, ce qui peut être compliqué à mettre en place d'après Marc Sévigné.

Les membres procèdent au vote.

La commission émet un avis favorable à l'unanimité.

Pour le préfet et par délégation
Le sous-préfet de Florac
Secrétaire général par intérim



David URSULET